

## Rapport d'Evaluation Rapide des Besoins Humanitaires

### Ituri\_Mahagi\_Mokambo

### Zone de Santé Rurale d'Angumu

### Groupements : Apala, Muswa, Jupunyango, Are et Musongwa

### ERM MUKAMBU

### Localités (Plusieurs)

Date de l'évaluation : Du 18 au 22/11/ 2018

Date du rapport : 24/12/2018

Pour plus d'information, Contactez :  
*Nicolas Kachrillo, Directeur Consortium RRMP GNK ITURI*  
*est.rrmp.coo@solidarites-rdc.org*  
 Tel: +243 (0) 970 021 121 / +243 (0) 817 374 259  
 [Email du coordinateur de programme]

## 1. Aperçu de la situation

### 1.1. Description de la crise

<b>Nature de la crise :</b>	<input checked="" type="checkbox"/> <b>Conflit</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Mouvements de population</b> <input type="checkbox"/> Epidémie <input type="checkbox"/> Crise nutritionnelle	<input type="checkbox"/> Catastrophe naturelle <input type="checkbox"/> Violences électorales <input type="checkbox"/> Autre
<b>Date du début de la crise :</b>	Du 3 au 13 Novembre 2018	
<b>Si conflit :</b>		
<i>Description du conflit</i>	<p>Après l'accueil de la deuxième vague des Idps survenue au mois de septembre de l'année en cours, une troisième vague d'Idps est arrivée en chefferie de Mokambo depuis la nuit du 03 au 04 novembre courant suite au regain d'insécurité qui sévit en territoire de Djugu depuis le début de l'année 2018. Plusieurs localités dont Muganga, Musekere, Mugongoro et Gobu ainsi que les localités environnantes telles que Pigwa, Akese, Peipka, Seju, et Galima ont été attaquées par des groupes armés non autrement identifiés.</p> <p>Toutes ces idps se sont déplacées précipitamment suite aux attaques brusques sur leurs localités.</p> <p>Selon plusieurs sources concordantes, le bilan humain et matériel de ces atrocités est lourd. 10 personnes civiles ont été tuées, environ 300 personnes parmi lesquelles une centaine d'enfant ont été pris en otage pour le transport de butin deux d'entre eux ne sont toujours pas libérés jusqu'à ce jour selon leurs proches. Des maisons ont été</p>	

systematiquement brulées.  
 En plus des personnes qui se sont déplacées précipitamment, des habitants des camps de pêche de Ndaro Muswa se sont eux aussi délacés préventivement aux rumeurs persistantes d'attaques sur leurs localités par ces assaillants. Il est à noter que ces localités sont situées en territoire de Mahagi mais frontalière au territoire de Djugu.  
 Selon les sources locales, ces évènements ont provoqué le mouvement d'environ **6117 ménages** accueilli dans 5 groupements administratifs de la collectivité chefferie des Mukambu.

**Si mouvement de population, ampleur du mouvement :**

	Avant la crise Mai 2018		A la crise du mois de septembre		La crise du mois de novembre		
	Personnes	Ménages	Personnes	Ménages	Personnes	Ménages	
Population locale	62977	12595	62977	12595	62977	12595	
Nombre Déplacés	30880	6176	16685	2525	30585	6117	
% des [catégories pertinentes] par rapport la population locale					<b>48,5%</b>	<b>48,5%</b>	
<b>Localisation des personnes affectées par cette crise (nouveaux déplacés)</b>							
AIRE SANTE	DE	APALA+UGUDO+UYANDU+CHAWA (Groupement Apala)	GENGERE (Groupement Jupunyango)	NDARO MUSWA (Groupement Muswa)	MUSONGWA (Groupement Musongwa)	ARE (Groupement Are)	TOTAL
Population locale		27659	6707	6 874	11787	9950	62977 pers Soit 12595 ménages
Nombre des nouvelles personnes déplacés		9310	8189	8651	2350	2085	30585 pers Soit 6117 ménages
Degré de pression par village		33%	122%	125%	20%	21%	48,5%
<b>Différentes vagues de déplacement depuis les 2 dernières années</b>							
Date	Effectifs	Provenance		Cause			
5 au 9 Février 2018	15 125 pers	TARA, KOLI, SALA, MUVARA, SONGA 1 et 2, GOBBUDJI		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Attaque sur les villages,</li> <li>- Incendies des maisons et des structures publiques,</li> <li>- meurtres,</li> <li>- destruction des champs et des bétails par les assaillants non autrement identifiés.</li> </ul>			
10 au 14 Février 2018	11 875 pers	NZONZO, MUSEKERE, MUNGANGA et NGADIMA		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Attaque sur les villages,</li> <li>- incendies des maisons et des structures publiques,</li> <li>- meurtres, destruction des champs et des bétails</li> </ul>			
15 Février au 15 Mars	17 404 pers	Région de TCHOMIA et KASENYI		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Attaque sur les villages,</li> <li>- incendies des maisons et des structures publiques,</li> </ul>			

2018			- meurtres, destruction des champs et des bétails
16 septembre 2018	9820 pers	MUVARAMU, NZONZO, MUSEKERE, MUNGANGA et GOBU	- Attaque sur les villages, - incendies des maisons et des structures publiques, - meurtres, destruction des champs et des bétails
03 novembre	30 585 personnes	Muganga, Musekere, Mugongoro et Gobu ainsi que les localités environnantes (Pigwa, Peipka, Seju, et Galima).	- Attaque, - pillage et - tueries perpétrée sur la population civile dans les localités concernées.

**Sources : service de l'Etat civil de la chefferie, le BCZ, l'ONGD local ADESEM, les autorités locales, Save the Children's, la société civile locale, les membres de la croix rouge local et la sous division scolaire.**

1. MCZ Angumu : 0813543168
2. Sous Proved EPSP Angumu : 0811598411
3. Président ADESEM : 0812345368
4. Secad Mukambu: 0825484784, 0811206034
5. Société Civile Jupunyango: 0812424764
6. Supeviseur Zone de santé Angumu: 0817641929

<i>Dégradation subies dans la zone de départ</i>	Tueries des personnes, Pillage systématique des biens de la population, prise en otage de plus ou moins 300 personnes pour le transport		
<i>Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil</i>	En km : Non connu En temps parcouru : 2h de voyage sur le lac Albert.		
<i>Lieu d'hébergement</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Communautés d'accueil	<input type="checkbox"/> Camps formels	<input checked="" type="checkbox"/> Autres : <b>Camps de pêche au bord du Lac Albert et les édifices publics.</b>
<i>Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)</i>	Pour le moment, aucune possibilité de retour n'est envisagée par les personnes déplacées.		

### Si épidémie

Localisation des personnes affectées par cette crise (nouveaux déplacés)				
ZONES DE SANTE D'ANGUMU	Cas confirmés	Cas suspects	Décès	Zone de provenance
	0	0		
Total				

<b>Perspectives d'évolution de l'épidémie</b>	<p>Pour le moment, aucun cas de choléra n'a été identifié, cependant les derniers cas de choléra ont été enregistré jusqu'à la semaine épidémiologiques 30. Dès lors un CTI et 17 sites de chloration ont été mis en place (15 se trouvent dans les aires de santé qui ont accueillis les personnes déplacés). D'après le BCZ, la quantité de chlore restant est d'environ une vingtaine de kilos alors que par mois la zone utilise 45Kg.</p> <p>La source du BCZ a exprimé la crainte de voir apparaitre des cas de choléra avec l'arrivée importante des Idps qui vivent dans des conditions hygiéniques peu acceptable avec une faible couverture en eau saine une zone endémique.</p>
---	--

## 1.2. Profile humanitaire de la zone

Crises et interventions dans les 12 mois précédentes

<b>Crises</b>	<b>Réponses données</b>	<b>Zones d'intervention</b>	<b>Organisations impliquées</b>	<b>Type et nombre des bénéficiaires</b>
<b>Février-Mars</b>	Prévention de choléra	Zone de santé d'Angumu	MSF	Toute la population
<b>Février-Mars</b>	Transfert de Cash Inconditionnel	6 groupements de la Chefferie de Mukambu (Muswa, Jupunyango, Apala, Abia, Labu-Ramogi et Awasi)	Solidarités International	5479 ménages déplacés et Familles d'accueils
<b>Février-Mars</b>	Eau hygiène et assainissement Aménagement de 18 sources, 160 douches et latrines en familles d'accueils, 4 postes de latrines aux centres de santé et 18 postes de latrines dans 6 écoles (EP Aicha, Poga, Ulobo, Achikira et Mbuya)	Aire de santé Chawa, Ugudo-Zii, Lanyi, Gengere et Ndaro	PPSSP	Toute la population
<b>16 septembre 2018</b>	Aucune	Groupement Apala, Jupunyango, Muswa et Musongwa	Aucune	9820 personnes déplacées
<b>Du fin septembre au 03 septembre</b>	Foire aux AME	Groupement Apala, Jupunyango, Muswa et Musongwa	Solidarités International	3334 ménages
<b>Du mois de novembre 2018</b>	Clinique mobile et appui intentionnelle en santé	Gengere, chawa, Uyandu et Ugudo Zii	Save the children	Toute la population
<b>Sources d'information</b>		Donneurs d'alerte (autorités locales, sanitaires et éducatives, autorités politico administratives), la société civile etc.		

## 2. Méthodologie de l'évaluation

<b>Type d'échantillonnage</b>	Les évaluations ont portées sur toutes les personnes qui habitent les 5 groupements administratifs d'accueil des idps APALA, DJUPUNYANGU, MUSWA, ARE et MUSONGWA Environ <b>30 585 personnes</b> équivalentes de <b>6117 ménages</b> ont été concernées
<b>Techniques de collecte utilisées</b>	Les données ont été récoltées par différents méthode à savoir : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 focus générale réunissant les différentes personnalités influentes du milieu dans les 5 groupements concernés et les représentants des déplacés pour la récolte des données générales sur le mouvement de population, de NFI et abris, ...</li> <li>• Entretien avec les différentes autorités : administratives de la chefferie, coutumière et locale (chef des localités et des groupements), sanitaires (BCZ et les IT), éducatives (la sous division, les directeurs et les enseignants) ;</li> <li>• Le partage des analyses avec d'autres acteurs humanitaire actif dans la zone tel que</li> </ul>

	<p>PPSSP et Save the Children's ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 5 focus séparé par sexe et mixte par secteur avec le groupe de population déplacé et autochtone ;</li> <li>• Contact avec l'ONG local ADESEM (Association pour le Développement Socio-Economique de Mukambu) la croix rouge, la jeunesse, les agronomes et vétérinaires et la société civil</li> <li>• <b>Etude de Marché</b> : pour évaluer la structure des échanges commerciaux, la capacité des opérateurs économiques, la disponibilité des biens et la présence des opérateurs financiers</li> <li>• <b>Echanges informels</b> : pour collecte des informations Protection, Do No Harm et Redevabilité.</li> </ul>
<b>Composition de l'équipe</b>	<p>Equipe Solidarités International (SI)</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Serges MARUNGA : 082 72 40 707</li> <li>2. Jean Paul TELE : 082 41 08 195</li> <li>3. Youssuff UMIRAMBE : 081 01 29 976</li> </ol>

### 3. Besoins prioritaires / Conclusions clés

<b>Besoins identifiées (par ordre de priorité)</b>	<b>Recommandations pour une réponse immédiate</b>	<b>Groupes cibles</b>
<p><b>Besoins abri et AME :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Certains ménages sont logés dans les abris de fortune les exposants aux intempéries et l'intimité (hangar construit aux feuilles de palmiers) et d'autres habitent dans les édifices publics (écoles et églises Pamot, Kwero, Musongwa, Umbosi, Mukashi, Muguma, Jupunyangwa, Musongwa et Wivula) ceux qui sont dans les familles d'accueil vivent dans une forte promiscuité</li> <li>• Le Déplacement subite de la population est à la base de manque criant des articles ménagers essentiels dans les ménages des familles déplacés. Les familles d'accueil partagent leurs effets avec les familles déplacés alors qu'elles en ont en quantité insuffisante (3 à 5 casseroles et/ou jerricans) pour une famille qui a en moyenne 3 ménages déplacés. Les ménages servis pour la précédente vague qui ont entamé le retour ont été tous pillés de nouveau. La pression reste ainsi forte sur les biens des familles d'accueil. La zone n'offre pas d'opportunité aux ménages déplacés pour s'en procurer. Les rares cash for Work disponible dans la zone ne couvrent même pas les besoins alimentaire selon les sources contactées. La plupart d'entre les personnes déplacées dorment sur les feuilles de palmier</li> <li>• Le déplacement a été brusque. Les AME ont été abandonnés (récipient de stockage d'eau, cooking set literies,...).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Distribuer des bâches aux IDPs de la zone pour construire des abris d'urgence</li> <li>• Assister les personnes déplacées en articles ménagers essentiels à travers la foire aux AME</li> </ul>	<p>Les ménages déplacés</p> <p>Les ménages déplacés et Familles d'accueil les plus vulnérables</p>
<p><b>Besoins sécurité alimentaire &amp; moyens de subsistance :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La baisse de récolte pour la saison B dans la zone suite au prolongement de la saison sèche et la pression exercée par la population déplacée dans la zone sur le stock de vivre des familles d'accueil est à la base de la réduction de nombre de repas par jour. D'après le focus group chaque famille organise</li> </ul>	<p><b>A court terme</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Foires aux vivres pour la vague des ménages déplacés du mois de novembre 2018 ainsi qu'à</li> </ul>	<p>Les ménages déplacés, les Familles d'accueil, les</p>

<p>en moyenne 1 seul repas par jour pour enfants et adulte. Les cas de malnutrition sévère admis par le Save dans la population infantile déplacée corroborent le fait. Vu le nombre des personnes déplacées lors de l'actuelle vague le double de la précédente sur un terrain déjà vulnérable, il y a lieu de craindre un développement vers une crise alimentaire dans la zone dans les prochain jours.</p> <p><b>NB</b> : la distribution de vivre de PAM qui s'effectue actuellement dans la zone par Caritas/Mahagi ne concerne pas les personnes déplacées de la dernière vague.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Carence de stock dans les ménages d'accueil</li> <li>• Baisse de rendement de pêche</li> <li>• Manque d'opportunités pour se procurer la nourriture (des cash for Work de 1500 shillings équivalent de 0.5 \$/jour ou d'autre activités ne rapportant 1\$). Ce qui ne permet pas à la population déplacée d'organiser des repas complet bien que la zone se trouve au bord du lac. Dans 2 semaines de ce mois de novembre on note une légère variation de prix de manioc sur le marché local.</li> </ul>	<p>leurs familles d'accueil les plus vulnérables pour assurer l'accès aux vivres</p> <p><b>A moyen terme</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Appuyer les ménages déplacés dans la mise en œuvre des AGR (petits commerces).</li> <li>• Appuyer les ménages déplacés et leurs familles d'accueil en intrants agricoles,</li> <li>• Appuyer les ménages déplacés pêcheurs en intrants de pêche.</li> </ul>	<p>ménages vulnérables de zone d'accueil</p>
<p><b>Besoins Santé &amp; Nutrition:</b></p> <p><b>1. Santé :</b></p> <p>Il ressort des analyses fait avec les différents partenaires et la population ce qui suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>a) Coût de soins élevé dans la zone de santé d'Angumu par manque de subvention en médicament. Ce qui se traduit par un faible taux de fréquentation de 0,48. La couverture assuré par Save the Children ne couvre pas ces zones et ne couvre donc pas 50% de besoin des malades déplacés pour le moment (en discussion). Dans d'autres structures les soins sont payants pour tous. Les malades qui se trouverait de l'autre côté de la rivière Kakoy n'accèdent pas facilement aux soins de santé.</li> <li>b) Un taux de mortalité infantile intra hospitalier élevé &gt; 2décès pour 10 000/jr dans les 3 derniers mois de l'autre côté de la rivière. La zone où il n'y a aucun appui sanitaire pour le moment.</li> <li>c) Epidémiologie : Une forte prévalence du paludisme, des IRA (pneumonie surtout), des maladies diarrhéiques et des maladies psychosomatiques dans les structures de santé de la place qui sont respectivement les cause de la hausse de la mortalité infantile dans la zone. Ce qui exprime la mauvaise condition d'habitat, de couchage et sur tout l'insuffisance en eau salubre dans la grande partie de la zone d'accueil.</li> <li>d) Deux cas de violences sexuelles signalé chez les personnes déplacées par contre selon le focus group avec les femmes, elles ne sont pas informées sur le référencement des cas vers les structures sanitaire pour une prise en charge selon les normes.</li> </ol> <p><b>2. Nutrition :</b></p> <p>Les données disponibles sur l'état nutritionnel est celui de l'ONG SAVE selon laquelle 6 cas de malnutrition sévère ont été notifié auprès des enfants de moins de 5 ans dans la population déplacée. Ces cas corroborent les analyses en sécurité alimentaire et peut être un signe des graves problèmes de nutrition dans la</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mener un screening nutritionnel dans les aires de santé qui ont accueillis les personnes déplacés</li> <li>• Former les RECO de ces aires de santé dans la recherches actives des cas ;</li> <li>• Elargir le programme d'action de PRONANUT vers les aires de santé concernées par le mouvement de la population</li> </ul> <p>Organiser un système de suivi des cas de violence sexuelle dans la communauté.</p>	<p>Toute la population et les IDPs</p>

zone.		
<p><b>Besoins Education :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de la totalité des objets classiques et uniformes des écoliers suite aux déplacements subits. Certains enfants sont inscrit à l'école mais leurs affirment ne pas avoir les moyens de les scolariser tandis que d'autres n'ont pas repris le chemin de l'école.</li> <li>• Les responsables des deux écoles (EP MBILA et MUKACHI) proposent leurs délocalisations vers les zones d'accueil.</li> <li>• L'EP KIZA située proche de la frontière avec la zone d'insécurité qui organise le cycle complet n'a pas achevé les cours l'année passée et se trouve déstabilisé cette année scolaire une fois de plus.</li> <li>• Pas de motivation pour les parents déplacés d'envoyer leurs enfants à l'école ;</li> <li>• Manque des fournitures scolaires par les enfants déplacés qui étudient. L'école leurs accordent quelques cahiers pour prendre note de toute les matières à la fois</li> <li>• Faible scolarisation des filles ;</li> <li>• Insuffisance des installations hygiéniques dans les écoles</li> <li>• Manque d'activités de prise en charge psychologique dans les écoles</li> <li>• D'autres écoles ne dispose pas des dispositifs de lavages des mains ;</li> <li>• Selon les autorités de la sous division, la capacité d'accueil des écoles de la zone sont faible. On rencontre 4 enfants en moyenne par banc et des salles de classe pléthorique de plus de 55 élèves à cause des enfants déplacés dans certaines écoles ;</li> <li>• La carence en manuel scolaire, des kits récréatifs et matériel didactique car c'est une nouvelle sous division.</li> <li>• Le programme village assainis conduit par PPSSP concernant 10 écoles parmi les quelles 6/32 qui ont accueillis les enfants déplacés.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibiliser les parents sur l'envoi de leurs enfants à l'école et surtout les filles</li> <li>• Construire une salle d'urgence pour l'encadrement des élèves déplacés en chefferie de Mukambu ;</li> <li>• Prendre en charge la scolarité des enfants déplacés qui ont intégrés les écoles en Chefferie de Mokambo et leur distribuer les kits scolaires ;</li> <li>• Organiser un programme de récupération pour les enfants de l'EP KIZA</li> <li>• Inclure les activités de prise en charge psychologique des enfants</li> <li>• Faciliter la scolarité des enfants de 6e année pour les frais de TENAFEP et divers frais</li> <li>• Faciliter le système d'intégration des enfants hors système scolaire.</li> <li>• Organiser des cours de récupération pour les enfants déplacés dans l'axe évalué</li> <li>• Améliorer la desserte en eau et les conditions d'hygiène et d'assainissement dans les écoles</li> </ul>	<p>Les parents des enfants déplacés, les enfants déplacés déscolarisés et les structures scolaires qui ont accueilles les enfants déplacés.</p>
<p><b>Besoins Protection :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Documentation insuffisante des cas « Protection » constatée dans la zone évaluée. Néanmoins 2 cas de violences sexuelles ont été remontés sur les personnes déplacées et prises en charge selon les normes. Plusieurs cas sont signalés dans la communauté dont la prise en charge médicale et juridique pose problème. Les auteurs sont enregistrés par mis la population civile, les assaillants et les hommes en uniforme. D'après le focus group tenu avec les femmes, il se révèle que les femmes ne sont pas informées sur la conduite à tenir en cas de violence sexuelle. Cependant selon les habitudes dans le milieu, le mariage se fait par le fait de ramener la nouvelle femme par force dans son foyer.</li> <li>• Certains ménages déplacés non sélectionné par les humanitaire suite à une mauvaise délimitation administrative entre les</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Former des agents psycho social pour la sensibilisation et l'orientation des cas de violences sexuelle et autres ;</li> <li>• Lors des séances d'identification des bénéficiaires, que les humanitaires aident les chefs locaux dans la délimitation de leurs entités respectif pour être inclusif ;</li> <li>• Plaidoyer auprès de</li> </ul>	<p>Toute la population</p>

<p>localités et posent de problème de cohabitation entre eux.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Des cas de violence domestiques ne sont pas à exclure car plusieurs femmes lors des focus ont soulevé le problème des maladies psycho somatique qui expriment un environnement social difficile ;</li><li>• La plupart de personnes déplacées dont la majorité des jeunes ont perdu leurs cartes d'enrôlement et reste exposé à la tracasserie militaire et cout risque d'être confondu aux miliciens</li></ul>	<p>service compétente pour fournir des duplicata de carte d'enrôlement aux personnes déplacée ayant perdu leurs cartes.</p>	
---	---	--

#### 4. Analyse « ne pas nuire »

<p><b>Risque d'instrumentalisation de l'aide</b></p>	<p>D'après les entretiens avec les leaders communautaires, la société civile et les déplacés, il n'y a pas de risque d'instrumentalisation de l'aide au sein de la communauté. Par ailleurs, il y aura tension au sein de la communauté si l'assistance est apportée aux personnes déplacées en excluant les familles d'accueil du fait que celle – ci subit une pression énorme en accueillant chez elle la quasi-totalité des personnes déplacées internes qui étaient sur le riverain du Lac Albert.</p> <p>La plupart des familles d'accueil de cette vague ont déjà accueillis des déplacés de la précédente vague. L'échec de la saison culturale B par le prolongement de la saison sèche qui a diminué la production agricole la principale source de revenu de la population dans la zone, la baisse de rendement de pêche amplifie le risque.</p> <p>Actuellement les familles hôtes partagent les biens non alimentaire et alimentaire avec les personnes déplacées. Tout ceci explique que les familles hôtes n'ont ni assez de nourriture, ni assez de revenu pour couvrir leurs besoins et ceux des déplacés accueillis. Ce qui met toutes les deux catégories de populations dans des besoins énormes. Les personnes déplacés dans certaines localités envoisines les 100% de la population locale tandis que certains dans certaines familles d'accueil, on a la moyenne de 3 ménages déplacés.</p> <p>Une assistance aux déplacés et aux familles d'accueil permettraient d'éviter les conflits entre ces communautés.</p>
<p><b>Risque d'accentuation des conflits préexistants</b></p>	<p>La communauté de Mokambo a accueilli les déplacés des ethnies Lendu et Alur qui cohabitent sans chocs. Les rumeurs sur le probable attaques dans certaines localités limitrophe de territoire de Djugu créent régulièrement la panique dans ces zones. En cas d'intervention pour les personnes déplacées de ces lieux, il faut veiller particulièrement au suivi sécuritaire envi de minimiser le risque d'exposition des bénéficiaires.</p>
<p><b>Risque de distorsion de l'offre et de la demande de services</b></p>	<p>La zone entretient des échanges économiques importants avec l'Ouganda et les autres zones économiques comme Ndrele et Mahagi – Commune. Les vivres et les manufactures sont donc disponibles sur les marchés et une assistance dans la zone ne pourra pas altérer l'équilibre commercial.</p> <p>Les mesures de mitigation à envisager</p> <p>Pour permettre aux ménages de couvrir les besoins à des moments précis où ils se font sentir et ne pas provoquer une hausse brusque de la demande contraire à la hausse brusque de l'offre, l'équilibre juste entre la multisectoralité et l'efficacité de réponse devra être trouvé.</p>

#### 5. Accessibilité

##### 5.1. Accessibilité physique / Accès humanitaire

<p><b>Type d'accès à partir de Mahagi ou à partir des voies fluviales</b></p>	<p>La zone évaluée est accessible à partir de Mahagi – Commune en passant par NYARAMBE et DJEGU pour les camions et les voitures 4x4.</p> <p>Une piste d'aviation existe à ZALE, 3km sud-est de MAHAGI et a RAMOGI qui peut accueillir un avion caravane CESNA 208 de 12 places. Un petit entretien (débroussaillage) est requis pour les rendre praticable.</p> <p>On peut y accéder par le lac à partir de Tchomia ou Mahagi en accostant à Ndawe. La route est propice aux motos et difficilement praticable par les voitures 4 x 4, mail faut d'entretien préalable.</p> <p>Deux groupements (Musongwa et Are) qui a accueillis environ la moitié des personnes déplacées de cette vague ne sont accessibles qu'à motos et barque sur la rivière Kakoy soit à partir de Mukambu Ramogi, soit à partir Kpandroma – Kudiweka – ter Ali.</p>
---	---

##### 5.2. Accès sécuritaire

<p><b>Sécurisation de la zone</b></p>	<p>Présence des</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- FARDC – Forces navales dans 25 camps de pêche sous le commandement d'un colonel basé à Mahagi Port ;</li> <li>- FARDC – Forces terrestres à Ramogi et Dalla/Musongwa</li> <li>- PNC basée à RAMOGI et position à Awasi, Apala, Zii, Biti, Ter ali et Dalla.</li> </ul>
---------------------------------------	---

<b>Communication téléphonique</b>	La zone est couverte totalement de Mahagi-Djegu d'une part et partiellement pour la zone de Mukambu en réseau Vodacom. Dans certains endroits, les réseaux MTN sont disponible.
<b>Stations de radio</b>	La population de la zone écoute la Radio Communautaire la Colombe de Mahagi, la RTK (Radio Tangazeni Kristo) de Rethy, la Radio Tam -Tam de Kpandroma, radio Tilo plus proche de la zone et plusieurs radio FM émettant de l'Ouganda.

## 6. Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

### 6.1. Protection

<b>Incidents de protection rapportés dans la zone</b>	- 3 incidents « protection » ont été enregistrés sur la zone depuis le mois en cours.			
<b>Type d'incident</b>	<b>Lieu</b>	<b>Auteur(s) présumé(s)</b>	<b>Nb victimes</b>	<b>Commentaires</b>
Assassinat de 6 civils	MUSEKERE	FARDC – force navale	6	Militaire En débandade suite aux attaques survenu le même jour à Muganga ont tiré sur les personnes jugées suspectes par eux des ethnies du territoire de Djugu (Ukebu et Lendu)
Violences sexuelles	Groupement Are et Musongwa	Population déplacée	2	La promiscuité a occasionné selon les sources médicales le viol sur ces femmes déplacées.
Violences physiques sur la population civiles	Les localités de Muganga et Musekere	Les assaillants et les FARDC –force navale	9	Ce sont des personnes blessées pendant les attaques qui sont pris en charge à l'hôpital d'Angumu. Selon le MCZ, l'hôpital réclame de ces victimes le paiement des soins de santé alors qu'ils n'ont pas les moyens.
<b>Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté</b>	Aucune tension n'est été observée dans le lieu d'accueil des déplacés. On signale juste localement des conflits fonciers mineurs qui trouvent solution avec intervention des autorités.			
<b>Existence d'une structure qui gère le cas d'incident rapporté.</b>	<p>La commission foncière de l'Ituri appuie les autorités pour gérer des cas signalés. Cette commission est appuyée techniquement par UN Habitat.</p> <p>La PNC et les autorités administratives/coutumières sont habilitées à gérer les cas déclarés d'incidents rapportés en lien avec le Tribunal de Paix de Mahagi.</p> <p>Toutes fois INTERSOS est présent avec le paquet monitoring de protection.</p>			

<b>Impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base</b>	Pas d'insécurité majeure ou à grande échelle en Chefferie des Mokambo. Les services de base comme les marchés, les routes/pistes reliant la zone aux autres localités de Mahagi et de l'Ouganda fonctionnent normalement. Toutefois, la pression des déplacés sur les structures de santé et les écoles de la zone d'accueil n'est pas à écarter
<b>Présence des engins explosifs</b>	Aucune présence d'engins explosifs rapportée sur l'axe.
<b>Perception des humanitaires dans la zone</b>	La perception des acteurs humanitaires dans la zone est bonne. Leurs présences produisent un apaisement en cas de crise dans la zone.

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Monitoring de Protection	INTERSOS	Chefferie de Mokambo	Tous	Un agent commis dans les 2 chefferies de Mukambu et Wagungu devrait être renforcé par des agents locaux formé pour besoin d'efficacité en protection.

<b>Gaps et recommandations</b>	<p><b>Gaps</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible présence des acteurs en appui aux autorités locales pour maximiser le niveau de réponses aux incidents de protection ici.</li> <li>- Documentation insuffisante des cas « Protection » constatée dans la zone évaluée</li> <li>- Risque de tension entre communauté d'accueil et déplacés en cas de non-assistance aux FA</li> <li>- Présence en Chefferie de Mokambo des communautés se considérant comme hostiles à Djugu. Toute provocation entre ces communautés originaires de Djugu peut donner lieu à une transposition du conflit sur Mahagi</li> <li>- Absence de notification des cas par les structures sanitaires de la ZS d'Angumu pose problème de niveau de sensibilisation par les autorités sanitaire de la zone.</li> </ul> <p><b>Recommandations</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Plaidoyers pour le renforcement des capacités du personnel médical et les RECO ainsi que les autorités locales sur l'identification, l'orientation et la prise en charge des cas de protection.</li> <li>- Conduire une analyse Do No Harm pré intervention poussée avant d'offrir toute assistance destinée individuellement aux ménages</li> <li>- Coupler les assistances individuelles aux aides communautaires avec un haut niveau de transparence et de professionnalisme en respectant les principes de neutralité et d'impartialité</li> </ul>
--------------------------------	--

6.2. Sécurité alimentaire

<b>Situation de la sécurité alimentaire</b>	Les nouveaux IDPs s'ajoutent aux anciens et aux ménages autochtones qui a développé déjà une résilience en organisant rarement deux repas par jour. Le rendement de la récolte des
---	--

<b>depuis la crise</b>	<p>cultures de la saison en cours est faible. La pêche reste également improductive suite au réchauffement du lac et l'utilisation des intrants de pêche prohibés.</p> <p>Les ménages des IDPs ne disposent pas de stock de vivres. Inaccessibilité aux produits des champs qui appartiennent aux autochtones et le manque de moyens financiers sont à la cause d'accès difficile à la nourriture.</p> <p>Quant aux ménages résidents, l'accueil des IDPs exerce un poids sur les rares stocks des vivres. 1 repas journalier non diversifié est difficilement organisé au sein de majeure partie de familles déplacées contre deux repas aux ménages résidents n'ayant pas accueillis les déplacés.</p>
<b>Production agricole, élevage et pêche</b>	<p>Les ménages déplacés ne parviennent pas à leurs produits de champ suite à la distance qui les sépare de la zone d'accueil et de la persistance d'insécurité dans la zone de provenance. Les intrants de pêche ont été abandonnés pendant le déplacement. Les bêtes et volailles ont été délaissées. Il en est de même pour les produits de commerce.</p> <p>La population de la zone d'accueil vit principalement d'agriculture, pêche et élevage. Actuellement, cette population éprouve de difficulté en termes de la disponibilité, accessibilité de denrée alimentaire de base suite à l'échec de la saison B.</p>
<b>Situation des vivres dans les marchés</b>	<p>Les vivres sont peu disponibles sur les marchés locaux journaliers suite aux sous production agricole et de pêche. On observe la hausse des prix de certaines denrées alimentaires de base sur les marchés. Les plus affectés sont les ménages déplacés de la dernière vague qui ne sont ni servi en vivres de PAM et ont des revenus très modiques.</p> <p>Toutefois, les marchés de Ramogi et de Zii fréquenté deux fois par semaine permettent d'assurer une plus grande disponibilité des vivres en provenance d'autres localités voisines du Territoire de Mahagi.</p>
<b>Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise</b>	<p>Pour faire face à la crise, les ménages ont développé des stratégies suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Consommer les aliments moins couteux et moins préférés ;</li> <li>✓ Diminuer le nombre et la quantité de repas journalier ;</li> <li>✓ Les adultes et les enfants ne consomme qu'un seul repas ;</li> <li>✓ Compter sur la nourriture des familles d'accueil ou des amis.</li> <li>✓ Déscolarisation</li> </ul>

**Réponses données**

<b>Réponses données</b>	<b>Organisations impliquées</b>	<b>Zone d'intervention</b>	<b>Nbre/Type des bénéficiaires</b>	<b>Commentaires</b>
Distribution de vivre de PAM en cours	CARITAS diocésain de Mahagi	4 groupements administratifs (Musongwa, Jupunyangwa, Muswa et Apala)	Les personnes déplacées du vague de février et septembre	La dernière vague de déplacement n'est pas prise en considération par la distribution actuelle.

**Gaps et recommandations**

**Gaps :**

- Les IDPs de la nouvelle vague ne disposent pas des vivres au sein de leurs ménages ;
- Faible production agricole dans la zone pour la saison culturale B;
- Faible présence de stock alimentaire dans tous les ménages (autochtones et déplacés);
- L'accès difficiles aux aliments nutritifs affecte les enfants de moins de 5 ans dont des cas de malnutrition sévère commence à être enregistré.

**Recommandations :**

- Assister les ménages déplacés de la nouvelle vague et les familles d'accueil vulnérables en vivres

**6.3. Abris et accès aux articles essentiels**

<b>Type d'abris</b>	<p>Les personnes déplacées ont trouvé les abris dans des familles d'accueil, certains dans des maisons cédées et/ou louées. Plusieurs autres dorment dehors dans les camps de pêche. On constate une forte promiscuité dans les ménages suite aux dimensions réduites des maisons qu'utilisent ces familles.</p> <p>Certains ménages se sont construit des abris de fortune en feuilles de palmier à Senda par exemple, d'autre sont hébergés dans les édifices publiques (églises et écoles) jusqu'au moment de l'évaluation dans plusieurs localités (Kwero, Umbosi, Mukashi, Muguma, Wi vu et Wi sa).</p>
<b>Accès aux articles ménagers essentiels</b>	<p>La population déplacée a fui dans la précipitation, étant donné que les attaques ont été brusques. Cette population s'est déplacée sans prendre leurs biens ménagers (les articles ménagers essentiels). C'est pourquoi elle éprouve de difficultés d'accès aux articles ménagers essentiels et abris. Leurs conditions de survie actuelle les exposent plus au développement des maladies dont quelques cas de décès enregistré déjà dans la zone. Le manque d'opportunité de créer des moyens financiers dans la localité d'accueil limite les ménages déplacés de renouveler leurs biens ménagers.</p>
<b>Possibilité de prêts des articles essentiels</b>	<p>Les ménages déplacés vivant ensemble avec les familles d'accueil partagent les articles ménagers avec leurs hôtes. Les biens de ces derniers en nombre insuffisant, une moyenne de 3-5 casserole ou jerricans d'une famille sont utilisés par au moins 4 ménages. Ceux qui ne sont pas en famille d'accueil présentent une plus grande vulnérabilité.</p>
<b>Situation des AME dans les marchés</b>	<p>Pendant les enquêtes des marchés et de l'observation directe, les articles ménagers essentiels sont peu disponibles sur les marchés. Les commerçants s'approvisionnent plus aux produits de première nécessité (sel, savon, boissons, les habits,...) et de pêche. C'est ainsi que la zone est beaucoup plus approvisionnée aux intrants de pêche. Toutefois, selon les commerçants de la zone, s'il y a des besoins en AME, ils sont capables financièrement de fournir en quantité suffisante pour couvrir les besoins. D'autres commerçants sont présents à Ndrele, Djegu et à Nyarambe.</p>
<b>Faisabilité de l'assistance ménage</b>	<p>Les AME sont indispensables pour les ménages déplacés, ainsi qu'aux familles d'accueil les plus vulnérables étant donné qu'ils partagent les AME avec les familles déplacées accélérant ainsi l'usure de leurs biens.</p> <p>Les opérateurs économiques (les commerçants) se disent être en capacité de fournir en AME nécessaires à couvrir l'assistance.</p>

**Réponses données**

<b>Réponses données</b>	<b>Organisations impliquées</b>	<b>Zone d'intervention</b>	<b>Nbre/Type des bénéficiaires</b>	<b>Commentaires</b>
La zone a déjà bénéficié de plusieurs Assistanes pour les vagues précédentes de février et septembre	- Solidarités international	4 groupements ( <i>Musongwa, Jupunyanggo, Muswa et Apala</i> )	Les anciennes vagues de déplacement et leurs familles d'accueil les plus vulnérables	Les ménages de l'actuelle vague sont plus exposés à différentes maladies par un manque criant des AME

<b>Gaps et recommandations</b>	<p><u>Les gaps</u></p> <p>Les IDPs ont de difficulté d'accéder aux AME et les abris. Les familles déplacées éprouvent des difficultés de se construire des abris d'urgence suite au manque de moyens financiers. Les maisons des familles sont pour la plupart des dimensions réduites. Ainsi observe – t - ont une forte promiscuité</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Insuffisance et/ou manque d'ustensiles de la cuisine,</li> <li>• Insuffisance et/ou manque des récipients d'approvisionnement et de stockage d'eau (bidon et ou bassines) ;</li> <li>• Insuffisance et/ou manque des literies</li> <li>• Manque des bâches pour l'abri d'urgence ;</li> <li>• Insuffisance ou manque des AME dans les structures sanitaire de la zone</li> </ul> <p><u>Les recommandations</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Assister les ménagers déplacés en bâches pour la construction des abris d'urgence,</li> <li>- Organiser la foire aux AME en faveur de la population déplacée et leurs familles d'accueil très vulnérable</li> </ul>
--------------------------------	--

#### 6.4. Moyens de subsistance

<b>Moyens de subsistance</b>	<p>Les ménages déplacés accueillis dans la zone évaluée ont tous perdus leurs biens productifs (champs, intrants de pêche), de commerces (produits manufacturiers et vivriers) et outils pour l'artisanat.</p> <p>Selon des sources locales concordantes, les moyens productifs restant en milieu d'origines ont été pillés et/ou détruits par les assaillants après le déplacement.</p> <p>Les résidents quant à eux subissent d'énormes pressions sur leurs ressources suite à la présence des déplacés. La raison en est le faible rendement des activités agricoles, piscicoles et commerciales. Ce faible rendement s'explique par la perturbation climatique lors de la saison agricole en cours (prolongation de la sécheresse), la rareté de poissons due au manque de respect de la réglementation de pêche (utilisation des intrants prohibés, surexploitation du lac et l'envahissement de la zone de frayeur ainsi que l'augmentation de température du lac en saison sèche. Le commerce tourne au ralenti suite au faible pouvoir d'achat.</p>				
<b>Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées</b>	<p>Les déplacés vivent grâce aux travaux journaliers agricoles (extraction d'huile et travaux champêtres auprès des autochtones) qui ne produisent qu'autour de 1 dollar par jour et la pêche (travaux journaliers auprès des pêcheurs). A cela s'ajoute le transport des bagages du lac Albert vers les marchés hors de la zone et vice versa à un revenu faible.</p> <p>Plusieurs autres déplacés dépendent des dons octroyés par les familles d'accueil ou des relatifs. Ce qui reste insuffisant pour couvrir leurs besoins élémentaires. Les personnes vivant avec handicap par exemple sont à l'entière charge des familles d'accueil.</p>				
<b>Réponses données</b>					
<b>Réponses données</b>	<b>Organisations impliquées</b>	<b>Zone d'intervention</b>	<b>Nbre/Type des bénéficiaires</b>	<b>des</b>	<b>Commentaires</b>
Aucune					

<b>Gaps et recommandations</b>	<p><b><u>Gaps :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les déplacés de Muganga et Musekere ont perdu en totalité leurs moyens de production et de revenu (champs, intrants de pêche, petit commerce et les géniteurs), rendant difficile l'accès aux moyens de subsistance pour les ménages déplacés ;</li> <li>- Le manque d'opportunité pour les ménages déplacés de développer localement de nouvelles activités génératrices de revenu ;</li> <li>- L'accès limité aux intrants, la majeure partie des semences des familles hôtes ayant été consommés à l'accueil des ménages déplacés ;</li> <li>- Faible disponibilité en terres arables pouvant permettre une bonne adaptation des personnes déplacées.</li> </ul> <p><b><u>Recommandation :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Appuyer les ménages déplacés pêcheurs en intrants de pêche ;</li> <li>- Appuyer les ménages déplacés agriculteurs et ceux des familles d'accueil en intrants agricoles (outils aratoires et semences vivriers) ;</li> <li>- Assister les ménages déplacés et les familles d'accueil vulnérables en vivres.</li> </ul>
--------------------------------	---

#### 6.5. Faisabilité d'une intervention cash

<b>Analyse des marchés</b>	<p>Deux grands marchés fréquentés par des marchands du territoire de Djugu et d'autres chefferies de Mahagi fonctionnent dans la zone. Il s'agit de Ramogi, qui s'ouvre chaque Mercredi et dimanche ainsi que celui de Zii, fonctionnel chaque Mercredi et Dimanche. Ces marchés font d'interconnexion avec plusieurs autres centres de négoce des territoires de Mahagi à savoir : Ndrele, Djegu, Nyarambe et Mahagi, mais aussi avec l'Ouganda.</p> <p>Les marchés saisonniers sont ravitaillés à partir des zones géographiques de haute terre du Territoire de Mahagi (Ndrele).</p> <p>Les prix des AME sont restés stables sur les marchés de Ramogi et de Zii par rapport à l'étude post intervention du mois d'octobre dernier. Cependant, il s'observe une baisse de prix des denrées alimentaire. L'huile de palme par exemple passe de 2000 shillings Ougandais à 1800 sh actuellement. Il en est de même pour les haricots qui se vendaient à 1000sh pour 1 tasse, mais actuellement 3 tasses coutent 2000sh. Cela s'applique aussi au riz local. Néanmoins, la pression s'observent plus sur les farines de manioc qui passe de 10 tasses à 2000 sh vers 8 tasse à 2000 sh. Il convient également de noter la carence de poisson sur les marchés locaux de la zone pendant la période d'évaluation.</p> <p>En majeure partie, les produits manufacturiers sont importés de l'Ouganda. Cependant d'autres articles ménagers tels que les pagnes proviennent du Nord Kivu (Butembo).</p>
<b>Existence d'un opérateur pour les transferts</b>	<p>Aucune institution de Microfinance (IMF) n'est présente à Mukambo. Cependant en cas d'assistance en cash ou à d'autres modalités d'interventions similaires, il est possible de recourir aux banques à Mahagi et Bunia (FBN Bank, TMB, RAW Bank, CADECO et SEMADEF).</p>

## 6.6. Eau, Hygiène et Assainissement

<p><b>Risque épidémiologique</b></p>	<p>La zone est endémique au choléra. La notification de ces cas depuis la semaine épidémiologique 8 jusqu'à la semaine 30 a déclenché l'installation des points de chloration dans la zone. Le stock de chlore disponible actuellement au niveau de BCZ ne peut permettre de tenir longtemps. Avec le retour de la saison sèche, la concentration de la population déplacée en environ 80% des autochtones dans des conditions hygiéniques précaire peut faire craindre une résurgence de l'épidémie dans les jours avenir.</p> <p>Il est à signaler que le BCZ ne dispose que 10l de perfusion comme stock de contingence.</p> <p>Un taux de transaction élevé entre les populations du Nord-Kivu par Tchomia où des cas de maladie à virus Ebola sont notifiés avec la population de la zone d'accueil exige de garder toujours en alerte la surveillance épidémiologique dans la zone.</p> <p><b>Quelques cas de diarrhée sanglante ont été signalés principalement dans les aires de santé à accès difficile (Ndaru Muswa, Musongwa, Are et Besi).</b></p>					
<p><b>Accès à l'eau après la crise</b></p>	<p>La couverture des ouvrages hydrauliques restent faible. Pour le moment, cette carence est comblée par les points de chloration implantée. En moyenne, 1 point d'eau de la zone dessert 4099 personnes.</p>					
AS	Points d'eau aménagés	Nombre	Pop Aut	IDP	Ratio	Qualité
Apala Etat	sources aménagées	8	9 462	3630	1637	Toutes ces sources sont en bon état.
Ugudho Zii	sources aménagées	5	9 180	5342	2904	5 sources en bon état dont une est construite nouvellement par PPSSP.
Cawa Anju	sources aménagées	7	10 242	9506	2821	De 7 sources en bon état 4 vient d'être construites par PPSSP.
Gengere	sources aménagées	5	6707	11709	3683	Une de ces 5 sources est en voie de délabrement.
UYANDU	sources aménagées	3	8641	7729	5457	Un tari, deux en délabrement et dispose de 4 sources potentielle
Ndaru Muswa	sources aménagées et puits	5	6 875	16151	5710	Un seul puit vient d'être réhabilité par PPSP et d'autres sont en panne.
Musongwa	aucune	2	11787	5810	8799	Les sources sont construites localement.
Are	aucune	1	9975	5194	15169	Idem
Besi	aucune	0	9776	2625	0	

<p><b>Type d'assainissement</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La couverture en latrine familiale se révèle faible (environ 40%) dans la zone évaluée et construit en matériaux locaux pour la plupart non hygiénique malgré les 22 postes construit par PPSSP dans la zone d'accueil des IDPs ;</li> <li>- La structure du sol par endroit rend difficile le creusage des fosses de latrines soit suite à l'écroulement facile, soit par le rapprochement des nappes aquifère. Ce qui est plus observé dans les aires de santé Ndarro Muswa et Gengere qui constitue le foyer de l'épidémie de choléra dans la zone. A cela s'ajoute, la forte concentration des personnes déplacées dans ces aires de santé ainsi que celles du côté du groupement Musongwa et Are. Cette situation expose la zone évaluée à des vulnérabilités sanitaires énormes dans le déclenchement d'une probable épidémie liés au puéril fécales ;</li> <li>- Le manque de moustiquaire MILD pour les personnes déplacées, le climat, et la pullulation des moustiques grâce à des eaux stagnantes dans les camps de pêche des puits au niveau des villages à cette période de début de saison sèche constitue un réel danger de la santé publique pour la malaria qui est déjà la plus grande cause de mortalité infantile dans la zone;</li> <li>- Les déchets domestiques sont jetés en épandage dans la brousse.</li> </ul>			
<p><b>Pratiques d'hygiène</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le savon est disponible dans la zone et largement présent dans les ménages.</li> <li>- Les personnes ont une connaissance des moments clés de lavage des mains, mais la pratique n'est pas évidente pendant les 5 moments clés.</li> <li>- La situation d'hygiène reste précaire et les dispositifs de lavage des mains ne sont pas observables dans les endroits publics, près des latrines pendant que la zone est endémique de choléra et encoure le risque non négligeable en cas d'embrasement de l'Ituri par le virus d'Ebola.</li> </ul>			
<p><b>Réponses données</b></p>				
<p><b>Réponses données</b></p>	<p><b>Organisations impliquées</b></p>	<p><b>Zone d'intervention</b></p>	<p><b>Nbre/Type des bénéficiaires</b></p>	<p><b>Commentaires</b></p>
<p>Programme de village et école assainis</p>	<p>PPSSP</p>	<p>Deux groupements (Muswa et Jupunyangou) sur les 5 qui ont accueillis les personnes déplacées actuellement.</p>	<p>Population générale</p>	<p>La vulnérabilité structurelle de la zone est amplifié par la présence de plusieurs personnes déplacées dans une zone d'endémie du choléra avec le risque potentiel de déclament d'autres maladies épidémiques.</p>

<b>Gaps et recommandations</b>	<p><b>Gaps</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des ouvrages d'eau pour couvrir le besoin de la zone après l'arrivée de nouvelle vague d'IDPs;</li> <li>- Assainissement précaire dans les camps de pêche ;</li> <li>- Drainage inexistant dans le camp de pêche ;</li> <li>- Faible pratique de lavage des mains ;</li> <li>- Faible couverture en latrine familiales hygiénique ;</li> <li>- Zone endémique de choléra, de paludisme et des plusieurs autres maladies d'origine hydrique ou liées au déficit d'hygiène et d'assainissement.</li> </ul> <p><b>Recommandations</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer la desserte en eau salubre ;</li> <li>- Améliorer l'assainissement dans les camps de pêche, les édifices publiques en construisant les ouvrages d'assainissement publics, en sensibilisant et en outillant les populations sur les techniques de drainage, l'importance de lavage des mains et des latrines hygiéniques ;</li> <li>- Sensibiliser la population sur les techniques de potabilisation de l'eau ;</li> <li>- Renforcer la communication sur les moments clés de lavage des mains et son bienfait sur l'amélioration sanitaire ;</li> <li>- Mettre à la disposition du BCZ d'Angumu le kit de contingence de choléra.</li> <li>- Renforcer la capacité du personnel de la zone de santé dans le cadre de la sensibilisation sur l'hygiène et les mesures de prévention des principales maladies épidémiques probable dans la zone pendant la concentration de la population.</li> </ul>
--------------------------------	---

### 6.7. Santé et nutrition

<b>Risque épidémiologique</b>	<p><i>Indiquer toute vulnérabilité pouvant impliquer un risque épidémiologique : zone endémique d'une maladie hydrique, promiscuité (50 mots maximum)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'insuffisance en ouvrage d'eau salubre et l'assainissement précaire, la mauvaise pratique d'hygiène et la promiscuité maintient la zone sous menace permanente de l'épidémie de choléra et d'autres maladies d'origines hydrique ainsi que le Virus d' Ebola en cas d'évolution de l'épidémie vers l'Ituri.</li> <li>- Le manque de MILD pour les enfants des familles en déplacement peut expliquer le taux élevé de mortalité infantile intra-hospitalier constaté dans certaines aires de santé à forte affluence des déplacés. Avec les conditions de logement actuelles des personnes déplacés et le manque criant des AME il y a connaitre une épidémie de paludisme dans la zone.</li> <li>- Les IRA (principalement la pneumonie) comme deuxième cause de mortalité infantile intra-hospitalière est l'expression de besoin accru en literie et habillement convenable pour les enfants de moins de 5 ans.</li> <li>- une intervention dans une approche holistique s'impose.</li> </ul>
-------------------------------	--

<b>Indicateurs santé</b>	Compléter le tableau ci-dessous
--------------------------	---------------------------------

Indicateurs collectés au niveau de BCZ D'ANGUMU		
	TOT	IDP
Taux d'utilisation des services curatifs	48%	ND
Taux d'utilisation des services curatifs chez les moins de 5 ans	44%	ND
Taux de consultation prénatale	107%	81,91
Taux d'accouchement assisté par un personnel médical qualifié	71%	13,65
Taux de morbidité lié au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans	46%	
Taux de morbidité lié aux infections respiratoires aiguës (IRA) chez les enfants de moins de 5 ans	31%	
Taux de morbidité lié à la diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans	23%	
Couverture vaccinale en DTC3	101%	46,94
Couverture vaccinale en VAR	103%	39,12
Pourcentage des enfants de 6 à 59 mois avec périmètre brachial	ND	

<b>(PB) &lt; à 115 mm</b>						
<b>Pourcentage des enfants de 6 à 59 mois avec œdème nutritionnelle</b>		6 cas cliniques ont été remontés				
<b>Taux de mortalité journalière chez les enfants de moins de 5 ans</b>		➤ 1 (données de l'air de santé de Musongwa)				
<b>Nombre de jours de rupture de médicaments traceurs au cours des trois derniers mois</b>		180,00				
<b>Services de santé dans la zone</b>		Compléter le tableau ci-dessous :				
<b>Structures santé</b>	<b>Type</b>	<b>Capacité (Nb patients)</b>	<b>Nb personnel qualifié</b>	<b>Nb jours rupture médicaments traceurs</b>	<b>Point d'eau fonctionnelle</b>	<b>Nb portes latrines</b>
NDARU MUSWA	Centre de Santé	0 lit	1	90	1	1
APALA ETAT	Centre de Santé de Référence	18 lits	4	22	1	8
CAWA ANJU	Centre de Santé	12 lits	1	90	1	2
UGUDO ZII	Centre de Santé	18 lits	3	30	1	0
MUSONGWA	Centre de Santé de Référence	ND				
DJUPAKAMU	Centre de Santé	ND				
ARE	Centre de Santé	ND				
BESI	Centre de Santé	ND				
<b>Réponses données</b>						
<b>Réponses données</b>	<b>Organisations impliquées</b>	<b>Zone d'intervention</b>	<b>Nbre/Type des bénéficiaires</b>	<b>Commentaires</b>		
Appui à la prise en charge de cas de chirurgie d'urgence et de césarienne (service + kit de pansement)	MSF	ZS d'Angumu	Tous			
Médicament anti paludisme	SANRU avec appui du PNLP	CSR Apala Etat CS Ugudho Zii CS Cawa Anju	Tous	Assistance donné en Janvier 2018 pour 3 mois. Stock explosé car afflux des déplacés		
Médicaments pour prise en charge des cas de VIH	APEC	CS Cawa Anju	PVV	Assistance fournie en Janvier 2018		
Appui au dépistage et à la prévention du VIH	Bureau Diocésain des Œuvres Médicales (BDOM) à travers son programme CIELS - MAHAGI	ZS d'Angumu	Tous			
Prise en charge et prévention de choléra	MSF	ZS d'Angumu	tous	Mars- Mai 2018		
Prise en charge santé primaire	Save the Children	Support centre de santé Uyandu et Ugudo-Zii + cliniques mobiles AS Cawa et Gengere	Tous	Depuis le 08/11		

<b>Gaps et recommandations</b>	<p><i>Indiquer les gaps existants au niveau de la réponse et les recommandations (50 mots maximum)</i></p> <p><b>Gaps</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Un taux de mortalité infantile élevé par manque d'un système d'approvisionnement en médicament essentiel ;</li><li>- Faible couverture en personnel qualifié dans la zone contribuent à une augmentation des taux de mortalités infantile et maternelle intra-hospitalière ;</li><li>- L'inefficacité de service de santé communautaire dans la sensibilisation de la population sur l'assainissement, les mesures d'hygiène et le suivi des cas (malnutrition, victime de violence sexuelle, ...) ;</li><li>- Insuffisances en Ouvrages d'eau et d'assainissement dans la zone ;</li><li>- La précarité dans la prise en charge de soins maternel (manque ou Absence des sages-femmes qualifié, matériel d'accouchement conforme à la norme) dans plusieurs structures</li><li>- Faible capacité d'accueil et Infrastructures défailtantes dans plusieurs CS qui ont accueilli les personnes déplacées.</li></ul> <p><b>Recommandations</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Appuyer les structures sanitaires qui desservent les malades déplacés en dehors de celles servie par <b>Save the Children</b> en médicaments traceurs pour diminuer le taux de mortalité infantile</li><li>- Renforcer la capacité du personnel de santé, les membres des croix rouges et des RECO sur les activités de sensibilisation sur les principaux problèmes de la santé dans la zone ;</li><li>- Organiser le screening et la Recherche active des cas des enfants malnutris sévères de moins de 5 ans au sein de la communauté pour les prendre en charge</li><li>- Améliorer la capacité d'accueil des structures sanitaires qui accueillent les malades déplacés</li><li>- Améliorer les infrastructures d'eau et d'assainissement dans les structures sanitaires</li><li>- Mettre en place une réponse intégrée avec les AME et la WASH pour réduire la prévalence des maladies d'origines hydriques, le paludisme et les IRA</li></ul>
--------------------------------	---

**6.8. Education**

<b>Impact de la crise sur l'éducation</b>	<p>La zone d'accueil des déplacés connaît structurellement un problème de scolarisation des filles dont la plupart ne fréquente pas les classes au primaire. Les filles sont les plus utilisées pour les travaux ménagers et les parents ont la préférence pour l'éducation des garçons.</p> <p>Malgré la sensibilisation d'intégration des enfants déplacés en milieu d'accueil, le taux d'intégration des déplacés dans les écoles en milieu d'accueil reste très faible dont 25%. Le traumatisme de guerre, la perte d'objet scolaire des enfants et la carence des revenus au sein des ménages déplacés en est la cause.</p> <p>La propagation des attaques à Djugu jusqu'à la frontière avec Mahagi aux bords du Lac Albert a fait perdre 1 semaine des cours aux écoles par crainte de voir la crise déborder sur Mahagi. Les écoles de la frontière entre Djugu et Mahagi manifeste les risques de fermeture. C'est le cas de l'EP Kiza, Wivula et Mukachi. Signalons que l'EP Kiza n'avait pas fini l'année scolaire 2017-2018. Aucun centre de rattrapage n'est installé dans la zone d'accueil</p>																																
<b>Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise</b>	<p><i>Donner une indication du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise par catégorie de population pertinente</i></p> <table border="1" style="width: 100%; text-align: center;"> <thead> <tr> <th style="background-color: #D9E1F2;">Catégorie</th> <th style="background-color: #D9E1F2;">Total</th> <th style="background-color: #D9E1F2;">Filles</th> <th style="background-color: #D9E1F2;">Garçons</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Enfants déscolarisés autochtones</td> <td>12446</td> <td>6990</td> <td>5456</td> </tr> <tr> <td>Enfants déscolarisés Déplacés</td> <td>9078</td> <td>4918</td> <td>4155</td> </tr> <tr> <td><b>Total</b></td> <td><b>21524</b></td> <td><b>11908</b></td> <td><b>9611</b></td> </tr> </tbody> </table>				Catégorie	Total	Filles	Garçons	Enfants déscolarisés autochtones	12446	6990	5456	Enfants déscolarisés Déplacés	9078	4918	4155	<b>Total</b>	<b>21524</b>	<b>11908</b>	<b>9611</b>													
Catégorie	Total	Filles	Garçons																														
Enfants déscolarisés autochtones	12446	6990	5456																														
Enfants déscolarisés Déplacés	9078	4918	4155																														
<b>Total</b>	<b>21524</b>	<b>11908</b>	<b>9611</b>																														
<b>Indicateurs Education</b>	<p><i>Compléter le tableau ci-dessous</i></p> <table border="1" style="width: 100%; text-align: center;"> <thead> <tr> <th colspan="2" style="background-color: #D9E1F2;">Catégorie</th> <th style="background-color: #D9E1F2;">Total</th> <th style="background-color: #D9E1F2;">Filles</th> <th style="background-color: #D9E1F2;">Garçons</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td colspan="2">Enfants autochtones</td> <td>5958</td> <td>2579</td> <td>3379</td> </tr> <tr> <td colspan="2">Enfants déplacés</td> <td>1937</td> <td>807</td> <td>1130</td> </tr> <tr> <td colspan="2"><b>Total</b></td> <td><b>7895</b></td> <td><b>3386</b></td> <td><b>4509</b></td> </tr> <tr> <td rowspan="2" style="background-color: #D9E1F2;">Taux de scolarisation théorique</td> <td style="background-color: #D9E1F2;">Autochtones</td> <td>75%</td> <td>76%</td> <td>75%</td> </tr> <tr> <td style="background-color: #D9E1F2;">Déplacés</td> <td>25%</td> <td>24%</td> <td>25%</td> </tr> </tbody> </table>				Catégorie		Total	Filles	Garçons	Enfants autochtones		5958	2579	3379	Enfants déplacés		1937	807	1130	<b>Total</b>		<b>7895</b>	<b>3386</b>	<b>4509</b>	Taux de scolarisation théorique	Autochtones	75%	76%	75%	Déplacés	25%	24%	25%
Catégorie		Total	Filles	Garçons																													
Enfants autochtones		5958	2579	3379																													
Enfants déplacés		1937	807	1130																													
<b>Total</b>		<b>7895</b>	<b>3386</b>	<b>4509</b>																													
Taux de scolarisation théorique	Autochtones	75%	76%	75%																													
	Déplacés	25%	24%	25%																													

**Services d'Education  
dans la zone**

Compléter le tableau ci-dessous :

Groupement	Localités	Ecoles	Nb d'élèves la rentrée scolaire (avant crise septembre 2018)			Nombre d'élèves déplacés intégrés			Nombre d'élèves (Pendant ERM Novembre 2018)			Nb enseignants	Nb salles de classes	Nb latrines	Ratio élèves/enseignants	Ratio élèves/salle de classe	Point d'eau fonctionnel <500m	Ratio élèves/latrines (F/G)
			F	G	Total	F	G	Total	F	G	Total							
JUPUNYANGU	GENGERE	EP1 GUNGURU	162	188	350	43	70	113	205	258	463	6	6	4	58	58	OUI	87
JUPUNYANGU	GENGERE	EP UYANDU	202	252	454	68	69	137	270	321	591	9	9	4	50	50	OUI	113
MUSWA	GENGERE PAMOT	EP MUGEYI	199	265	464	67	95	162	266	360	626	9	9	2	51	51	OUI	232
MUSWA	JUPAMUSWA	EP NDARO	98	194	292	11	13	24	109	207	316	6	6	0	49	49	OUI	292
MUSWA	MUGUMA	EP PLONE	239	328	567	51	69	120	290	397	687	9	9	0	76	76	OUI	687
APALA	JUPAUMA2	EP GUNGURU	144	223	367	66	90	156	210	313	523	7	7	0	52	52	OUI	367
APALA	JUPAUMA1	EP AMANI	153	170	323	30	79	109	183	249	432	7	7	3	34	43	OUI	101
APALA	JUPAUMA1	EP UMOJA	151	186	337	80	79	159	231	265	496	6	6	2	56	56	OUI	169
APALA	JUPUVOR	EP MONS. WATHUM	55	81	136	13	24	37	68	105	173	6	6	1	23	23	OUI	136
APALA	JUPAUMA2	EP NYABONGO DE ZII	176	163	339	21	19	40	197	182	379	12	12	5	24	24	OUI	68
APALA	JUPAUMA1	EP AVOGIRA	109	165	274	60	68	128	169	233	402	9	9	6	30	30	OUI	46
APALA	JUPUVOR	EP UTYIEP	144	204	348	56	65	121	200	269	469	8	8	6	44	44	OUI	58
APALA	JUPUVOR	EP ACIKIRA	75	111	186	65	88	153	140	199	339	6	6	2	31	31	OUI	93
ARE	ARE	UMBOSI	100	196	296	42	46	88	142	242	384	6	6	2	64	64	NON	192
MUSONGWA	MUSONGWA	EP KIZA	98	105	203	18	25	43	116	130	246	7	7	2	35	35	NON	123
ARE	ARE	EP LEMPAMI	57	85	142	6	11	17	63	96	159	6	6	1	26	26	NON	156
MUSONGWA	MUSONGWA	EP TAKPI	126	144	270	46	45	91	172	189	361	8	8	2	45	45	NON	195
MUSONGWA	MUSONGWA	EP LURU	215	183	398	52	156	208	267	339	606	6	6	2	101	101	NON	300
MUSONGWA	MUSONGWA	EP ZELENYI	76	136	212	12	19	31	88	155	243	6	6	2	41	41	OUI	121
		Total	2579	3379	5958	807	1130	1937	3301	4434	7895	139	139	46	890	899	OUI	3536

<b>Capacité d'absorption</b>	<p><i>Indiquer la capacité d'absorption des enfants déscolarisés par les écoles de la zone</i></p> <p>Sur 29419 enfants scolarisables de la zone, 26% (75% pour les enfants autochtones contre 25% pour les enfants déplacés) fréquentent les écoles évaluées de la zone.</p> <p>Les écoles de la zone ont une faible capacité d'absorption pour accueillir l'ensemble des enfants scolarisables Bien que le COPA mobilise les parents pour certains travaux d'amélioration des bâtiments scolaires, les infrastructures vétustes des écoles existantes ne permettent pas d'accueillir le nombre requis d'enfants. Les enfants déplacés ne disposent pas des fournitures scolaires. Le matériel didactique et les kits récréatifs sont inexistant dans toutes les écoles évalués. La ration d'un pupitre pour 4 élèves est généralement observée dans la zone.70% de bâtiment scolaire est aménagés en semi durable généralement sans norme de cluster éducation (8x7m). les tableaux noirs sont généralement en triplex mais avec des fenêtres. Selon le sous proved une forte déperdition est visible entre les mois de janvier et février. Cela est lié à l'augmentation de la chaleur et le début de surproduction de poisson dans la zone.</p>
------------------------------	---

**Réponses données**

<b>Réponses données</b>	<b>Organisations impliquées</b>	<b>Zone d'intervention</b>	<b>Nbre/Type des bénéficiaires</b>	<b>Commentaires</b>
Réhabilitation/Construction aux EP UYANDU, AVOGIRA et NYABONGO DE ZII	Oxfam/Village assaini	Chefferie de Mokambo/ ZS d'Angumu	Elèves et enseignants	2017 – 2018 (avant crise)
Creusage des fosses de latrines aux EP MBAMU et EP 1 GUNGURU	Oxfam/Village assaini	Chefferie de Mokambo/ ZS d'Angumu	Elèves et enseignants	Avant crise
Fourniture scolaire aux EP RANGU et EDAP CAWA	Oxfam/Village assaini	Chefferie de Mokambo/ ZS d'Angumu	Elèves et enseignants	Avant crise

<b>Gaps et recommandations</b>	<p><i>Indiquer les gaps existants au niveau de la réponse et les recommandations (50 mots maximum)</i></p> <p><b>Gaps</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque des MADI et des kits récréatifs dans la plus part des écoles</li> <li>- Besoins d'organisation des cours de récupération pour les élèves déplacés qui, pourtant étudiaient dans leur milieu mais ne fréquentent les classes en milieu de déplacement</li> <li>- 60% d'écoles n'ont pas un approvisionnement en eau à moins de 500m et aucune école ne remplit la norme pour les latrines à raison 1/30 filles et 1/60 garçons. Une moyenne 1 latrines pour environ 80 enfants est constatée dans les écoles de la zone</li> <li>- Faible scolarisation des filles par rapport aux garçons</li> <li>- Faible taux de scolarisation des déplacés</li> <li>- Absence d'activité de prise en charge psychologique des enfants</li> </ul> <p><b>Recommandations</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer les conditions de scolarité des élèves et de prestation des enseignants en distribuant les kits scolaires et matériels didactiques</li> <li>- Mettre en place des classes de récupération pour les élèves déplacés et surtout pour ceux de 6<sup>e</sup> pour leur permettre de passer le TENAFEP</li> <li>- Prévoir des activités incitatives de fréquentation comme la cantine scolaire</li> <li>- Intégrer les activités de prise en charge psychologique pour les enfants déplacés qui auraient de traumatisme psychologique car venant des zones de guerre</li> <li>- Améliorer l'approvisionnement en eau et les dispositifs d'assainissement et d'hygiène dans les écoles</li> <li>- Conduire des activités (ex : sensibilisation des parents, ...) qui favorisent la scolarisation des filles</li> <li>- Former les enseignants à la prise en charge psychologique des enfants</li> </ul>
--------------------------------	---

## 7. Annexes

**Annexe 1** : Démographie de l'évaluation : Liste des personnes interviewées / Liste et coordonnées des ouvrages visités / Liste et coordonnées des écoles, centres de santé et marchés visités / Nb de ménages visités par catégorie de ménages

- ✓ MCZ Angumu : 0813543168
- ✓ Sous Proved EPSP Angumu : 0811598411
- ✓ President ADESEM : 0812345368
- ✓ Secad Mukambu: 0825484784, 0811206034
- ✓ Société Civile Jupunyango: 0812424764
- ✓ Supeviseur Zone de santé: 0817641929

**Annexe 2** : Contacts de l'équipe d'évaluation

1. Serges MARUNGA : 082 72 40 707
2. Jean Paul TELE : 082 41 08 195
3. Youssuff UMIRAMBE : 081 01 29 976